

Depuis des mois, l'**UFAP UNSa Justice UR de Toulouse** alerte sur l'état de rupture de nos établissements pénitentiaires. Manque d'effectifs, vacances de postes, organisations de service dégradées, repos fragilisés, agents épuisés : sur le terrain, la situation ne cesse de se détériorer.

Aujourd'hui, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sur notre région, nous comptons environ **400 postes vacants de tous corps et grades, dont plus de 250 chez les personnels de surveillance**. Et pendant que les établissements tiennent tant bien que mal, la campagne de mobilité n'offre que 11 postes sur notre DI.

Onze postes

Onze postes pour une région exsangue. **Onze postes** pour des établissements à la crise, alors que chacun sait qu'elle ne fait qu'en repousser les conséquences. bout de souffle. **Onze postes** pour tenter de masquer une crise que l'administration ne traite pas, mais repousse.

À Paris, on annonce, on inaugure, on communique. Sur le terrain, les agents subissent. Les équipes travaillent en sous-effectif chronique, les services sont bricolés, les conditions de travail se dégradent et la colère monte partout.

Le problème n'est plus seulement administratif. Il est budgétaire et politique. On ne pourra pas continuer à ouvrir de nouvelles structures, à afficher des ambitions, à promettre des réponses à la surpopulation, sans débloquer enfin les moyens humains indispensables. Et si le ministère de la Justice veut réellement répondre à l'urgence, alors il faudra aussi que **les arbitrages** soient rendus là **où ils se décident : à Bercy**.

On ne résoudra pas une crise historique avec une enveloppe au rabais

Et comme si cela ne suffisait pas, au moment même où la surpopulation carcérale explose, où les matelas au sol se banalisent et où les établissements débordent, les personnels continuent de travailler en sous-effectif chronique, avec des postes vacants, des rappels permanents, des organisations de service dégradées et des journées où tous les postes ne sont même plus couverts.

La réalité est simple : les établissements ne tiennent plus que par l'épuisement des agents. Derrière les bilans et les annonces, il y a des personnels usés, des équipes à bout et une administration qui laisse le terrain fonctionner en mode dégradé depuis trop longtemps.

L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse le dit clairement : PLACE AU RAPPORT DE FORCE

À compter du lundi 27 avril, l'**UFAP UNSa Justice UR de Toulouse** prendra toute sa place dans le mouvement national et dans la mobilisation engagée partout sur le territoire. À l'heure où l'urgence impose clarté et engagement, certains préfèrent déjà expliquer pourquoi il ne faudrait pas bloquer. **L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse fait un autre choix : celui d'être aux côtés des personnels, au pied des établissements.**

Parce que nos établissements n'en peuvent plus, parce que nos collègues n'en peuvent plus, et parce qu'à force de laisser les personnels absorber seuls les conséquences de cette politique, l'administration a elle-même créé les conditions du conflit. L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse appelle l'ensemble des personnels, tous corps et grades confondus, à se mobiliser massivement dès le 27 avril. L'heure n'est plus aux constats ni aux discours : le temps du rapport de force commence.

*“ Quitte à crever,
autant le faire devant les portes ”*

Les Secrétaires Généraux
UFAP UNSa Justice UR de Toulouse